

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 39 (2012)
Heft: 4

Artikel: L'école, zone de combats et champ de bataille politique
Autor: Rumley, Tasha
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-913006>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'école, zone de combats et champ de bataille politique

Après quinze ans de déroute, de réformes et d'instrumentalisations politiques, la formation en Suisse se stabilise. Elle se révèle plus pragmatique, recentrée sur les matières de base et axée sur le monde du travail.

Par Tasha Rumley

Onze ans sont passés, mais le traumatisme reste bien vivace. Car c'est dans sa plus grande fierté que la Suisse a été blessée. Petit pays sans ressources naturelles, elle se gargarisait depuis des décennies de la qualité de sa formation, brandie comme explication de son miracle économique. Politiciens, recteurs d'université et enseignants répetaient en choeur que «la principale matière première de la Suisse, c'est la matière grise».

Joli slogan, qui a pourtant volé en éclats. En 2001, pour la première fois de l'histoire, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a dressé une comparaison internationale des compétences des élèves de 15 ans – l'étude PISA. La Suisse, qui pensait offrir une des meilleures scolarités du monde, n'a décroché que la moyenne et de justesse. En lecture, la principale branche testée, elle a atterri en 17^e position du classement, d'un cheveu au-dessus de l'Espagne et la République tchèque et à des années-lumière en dessous de la Finlande, sacrée meilleure élève de la planète.

Enfonçant le clou, PISA a encore révélé que la Suisse reproduisait les classes sociales, ne parvenant pas à offrir aux écoliers d'origine modeste les mêmes chances de réussite qu'aux enfants bien nés. Mauvaise et ségrégative, voilà ce qu'il était advenu de la gloireuse matière première helvétique.

La fin du touche-à-tout

Depuis le choc PISA, pédagogues et politiciens s'échinent à laver l'affront. L'étude se répète tous les trois ans, une chance pour améliorer les performances. Il a fallu commencer par admettre que la Suisse avait fait fausse route. Quelques années auparavant, en 1995, elle avait réformé de fond en comble la maturité gymnasiale (qui donne accès à l'Université). D'innombrables matières novatrices avaient été introduites en option, permettant aux gymnasien de palper de nouveaux horizons comme un avant-goût de l'université : sciences de religions, psychologie, espagnol et tant d'autres. Or, PISA ne

s'intéresse qu'aux branches de base: la langue maternelle, les mathématiques et les sciences. La Suisse devrait renoncer aux cursus touche-à-tout, malgré leur popularité chez les élèves, si elle voulait régater au plan international.

Le problème, c'est qu'améliorer le niveau global de l'école est bien plus difficile en Suisse qu'ailleurs. En effet, le fédéralisme tisse un imbroglio de responsabilités entre communes, cantons et Confédération, qui varient selon le niveau primaire, secondaire, gymnasial ou universitaire. A cela s'ajoutent des tendances régionales. PISA a révélé, à la surprise de tous, que les élèves romands étaient légèrement meilleurs que les alémaniques et les tessinois.

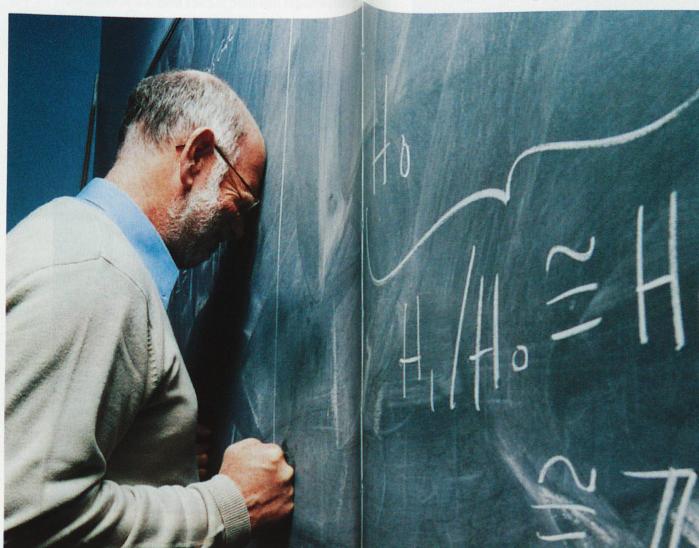
HarmoS ou l'école suisse

Ces douloureuses prises de conscience ont eu du bon : elles ont permis à la Suisse d'imposer la réforme scolaire sans doute la plus ambitieuse de son histoire. Aujourd'hui, il n'est plus question de laisser les élèves se former différemment d'Appenzell à Genève. Non seulement car le sédentarisme helvétique a été remplacé par un nomadisme de carrière des parents: il n'est plus possible qu'ils sacrifient la scolarité de leurs enfants en déménageant d'un canton à l'autre. Il fallait donc un cursus similaire pour que les écoliers déplacés ne tombent pas systématiquement dans le redoublement. Par ailleurs, la Suisse doit s'unir face à ses voisins, dans un monde globalisé où la formation s'est érigée en facteur de compétitivité économique.

L'école obligatoire s'est donc posé pour mission de s'uniformiser dans les grandes lignes, sous le mot barbare d'HarmoS. HarmoS – acronyme d'harmonisation de la scolarité obligatoire – est un concordat entre les cantons qui pose les fondamentaux de l'école suisse. C'est la population elle-même qui a voulu en finir avec les vingt-six systèmes différents, lorsqu'elle a plébiscité ces articles constitutionnels en 2006 avec le score soviétique de 86 %.



L'école dans les années 40: l'enseignant avait une mission de discipline, les élèves étaient disciplinés et obéissants



Ces dernières années, les réformes et l'immixtion de la politique ont usé les enseignantes et enseignants

Le concordat a mis fin à la scolarité obligatoire à 16 ans et a instauré la scolarité obligatoire à 15 ans. Il a également élargi l'accès à l'université et à la formation professionnelle. Cependant, il a également entraîné une augmentation de la pression sur les enseignants et les élèves, avec des normes de performance élevées et des pressions politiques pour atteindre des résultats.

Sous ses grands airs de révolution, HarmoS a surtout coulé dans le bronze les pratiques les plus répandues. Il a fixé le début de la scolarité à quatre ans révolus et sa durée totale à onze années, y compris deux d'école enfantine. Cela force les quelques cantons qui n'en offraient qu'une seule, Fribourg, Lucerne, Obwald, Schwytz et Uri, à créer des classes.

Plus délicat, c'est aussi le contenu de l'éducation qui a été défini, en spécifiant les matières obligatoires, le moment de les entamer et les niveaux à atteindre.

L'aubaine politique

D'ici à 2015, tous les cantons devront entrer dans le moule d'HarmoS. Pour arriver à ce consensus, c'est une véritable guerre qu'a traversé le pays. Car l'harmonisation a eu une conséquence insoupçonnable: en créant une base unique pour tous, elle a rendu le débat possible à échelle nationale. Tant la forme que le contenu pouvaient désormais être discutés par tous les Confédérés. Une aubaine, ont vite compris les partis politiques, qui n'avaient jamais pu thématiquer l'école jusqu'alors, confinés qu'ils étaient dans les particularismes cantonaux.

L'UDC (Union démocratique du centre) a saisi l'opportunité en vol. Le premier parti de Suisse, de tendance conservatrice, s'est focalisé sur l'entrée à l'école à l'âge de quatre ans, présentée comme un arrachement précoce du cocon familial et une «ingérence de l'Etat» dans la tâche éducative des parents. Que 80 % des petites Suisses commencent déjà leur scolarité à cet âge a été occulté. En tentant de rassembler dans chaque canton des signatures pour provoquer des référendums, le parti a démontré en 2008 et 2009 sa phénoménale puissance de frappe. L'espace public a été inondé d'affiches d'une fillette en larmes forcée d'aller à l'école, un crève-cœur pour les parents électeurs. Or, la presse a révélé que la photo ne montrait pas une enfant de quatre ans comme prétendu, mais une petite de deux ans. Malgré cette manipulation, l'UDC a remporté le référendum dans sept cantons alémaniques (AG, GR, LU, NW, TG, UR, ZG). S'ils ne rejoignent pas HarmoS d'ici à 2015, Berne devra les rappeler à l'ordre.

Un laboratoire de la société idéale

L'intensité de la campagne de l'UDC a créé un précédent. Tous les grands partis ont à leur tour tenté de se profiler sur la formation, ce qui a mis l'institution au cœur d'une ba-



Affiche de l'UDC contre l'entrée à l'école à quatre ans

taille généralisée. Car les politiciens ne sont pas dupes: l'école fonctionne à merveille comme laboratoire de la société idéale. Avec une politique scolaire, les partis peuvent communiquer l'essence de leur message. Si l'UDC lutte pour une école tardive et légère, c'est pour défendre son modèle de famille traditionnelle incarné par la mère au foyer. Dans la même veine, le parti a remporté une victoire avec l'initiative sur le dialecte comme langue principale à l'école enfantine, acceptée à Zurich en 2011. Au-delà de l'enjeu pédagogique, l'UDC a fait ainsi triompher sa vision d'une Suisse terrienne, régionaliste et folklorique.

A l'autre bout de l'échiquier, le Parti socialiste (PS) a utilisé l'école pour faire passer son message égalitariste et favorable aux migrants. Il milite pour des classes qui mélangent tous les élèves, sans les séparer selon le niveau, ainsi que pour «l'intégration en pédagogie spécialisée», à savoir que les élèves handicapés suivent une scolarité dans une classe normale, aidés d'un assistant attitré. Quant au PLR (Parti libéral-radical), il présente l'école comme une antichambre du marché du travail: il plaide pour l'horaire continu qui permet aux deux parents de faire carrière – les enfants restant à l'école pour dîner et la fin d'après-midi – et insiste sur la dimension compétitive et pragmatique du cursus, qui doit modeler les élèves selon les besoins de l'économie.

Vers l'apartheid?

Alors que le désintérêt des citoyens pour la politique met tous les partis au défi, les

thèmes scolaires garantissent une campagne enflammée, une couverture médiatique et l'émergence de figures politiques. Cet opportunisme politique a même fait surgir de nouveaux acteurs, comme le milieu des adeptes d'écoles privées, qui a lancé l'idée du «chèque scolaire» en 2008. Il s'agirait

d'un bon de 15 000 francs remis par l'Etat aux parents, afin qu'ils puissent placer leur enfant dans l'établissement de leur choix, public ou privé. En Hollande, ce modèle a certes permis l'éclosion de concepts pédagogiques intéressants. Mais il a mené à une ségrégation alarmante. Les Hollandais de

souche ont fui les établissements fréquentés par les enfants immigrés, dont le niveau a encore chuté. Les écoles se divisent désormais en «black» et «white schools», aux relents nauséabonds d'apartheid. Bien que le «chèque scolaire» ait décroché plus d'attention en Suisse alémanique que romande, il n'est pris au sérieux par personne. Passé en votations cantonales, il a été séchement giflé (80 % en moyenne) à Saint-Gall, Thurgovie, Bâle-Campagne et Zurich.

Les fronts ont également éclaté entre les différents niveaux scolaires, chacun reprochant au précédent de mal préparer les élèves. C'est la prestigieuse EPFZ (Ecole polytechnique de Zurich) qui a ouvert le feu, en publiant en 2009 un ranking des gymnases alémaniques: en analysant les résultats de ses étudiants de première année, il classait les gymnases selon l'efficacité. Malgré l'indignation du monde pédagogique, les Universités et Hautes Ecoles se sont mises à exercer de plus en plus de pression sur l'enseignement de base. Avec un succès certain. Dorénavant, l'efficience résonne comme un mot d'ordre: finies les matières sympathiques, artistiques ou exotiques. Un à un, les cantons ajustent leur cursus vers les branches utiles. Le Jura reçoit des pressions de toutes parts pour supprimer son option de théâtre au gymnase. Vaud a ajouté des

Amère bolognaise dans les unis

Les Hautes Ecoles suisses sont devenues euro-compatibles. Mais la réforme de Bologne a introduit une logique du moindre effort et réveillé la protestation étudiante.

C'était l'étape ultime de l'Europe: créer un espace de la formation, dans lequel un diplôme suisse a autant de valeur qu'un Polonais ou un Norvégien. Signé par 29 pays en 1999, la Déclaration de Bologne a restructuré le déroulé des hautes études en deux étapes: le bachelor, une formation de base en trois ans, suivi d'une possible spécialisation en un an ou deux – le master, équivalent de l'ancienne licence. Pour les obtenir, il faudrait récolter les «crédits» qui rétribuent chaque cours réussi.

La chasse aux crédits

Une décennie plus tard, la bolognaise n'a pas été digérée. Alors qu'autrefois, l'université laissait aux étudiants la marge de manœuvre pour bricoler leur cursus, la réforme a rigidifié les plans d'études en instaurant des cours obligatoires. Pour y veiller, les feuilles de présence ont été parfois instaurées. Inimaginable jusque dans les années 90. Car la sacro-sainte liberté académique a des raisons économiques: 78% des étudiants travaillent en parallèle, 23% par nécessité. Avec un horaire plus dense et fixe, l'exercice d'un job d'étudiant est devenu un casse-tête.

En réponse à cette «infantilisation scolaire», les étudiants ont renoué avec des stratégies de cancre: ils choisissent les cours pour la facilité à obtenir les crédits plutôt que par intérêt. «Le minimum devient la norme. Les étudiants chassent et collectionnent leurs points», regrette dans le quotidien zurichois «Tages-Anzeiger» le président du conseil des étudiants de Zurich, Martin Roeck.

L'échec de la libre circulation

Au plan des espoirs, Bologne portait celui de la «mobilité», concept qui recoupe les semestres à l'étranger et le changement d'université entre le bachelor et le master. Or, seuls 15,7 % des Suisses partent s'instruire à l'étranger, malgré les attentes fixées à 20 %. Pire, le rapport des recteurs révèle que «c'est justement la structure des études qui empêche la mobilité plus qu'elle ne la favorise.»

La mobilité des étrangers vers la Suisse, elle, a explosé. Alors qu'ils étaient 19 000 en 2000, ils sont dorénavant 30 000, formant le quart des étudiants. Ce flux exacerbe les problèmes de manque chronique de logement et d'auditoires bondés, où certains doivent prendre des notes assis sur le sol. En réaction, les universités lorgnent vers une élévation des écolages pour les étrangers, actuellement presque similaires à ceux des Suisses (600 francs par semestre). Il s'agirait d'appliquer le modèle anglo-saxon, où les non-natifs paient des dizaines de milliers de francs pour accéder à l'université. Les associations étudiantes helvétiques font pourtant barrage, de crainte qu'une augmentation des tarifs ne touche tous les étudiants, étrangers comme suisses. Cela s'est récemment confirmé à l'Université de Saint-Gall et dans les Ecoles polytechniques (EPF).

La précarisation ressentie par les étudiants mène à des tensions depuis 2009. Lors des manifestations, Bologne se dresse comme un épouvantail, un fourre-tout où se mêlent les critiques de la réforme européenne avec les enjeux suisses. De l'autre côté, les contestataires ignorent quelles seraient leurs difficultés dans le marché du travail globalisé si la Suisse émettait des diplômes sans reconnaissance internationale. Bologne, malgré ses dommages collatéraux, est une nécessité plus qu'une option.



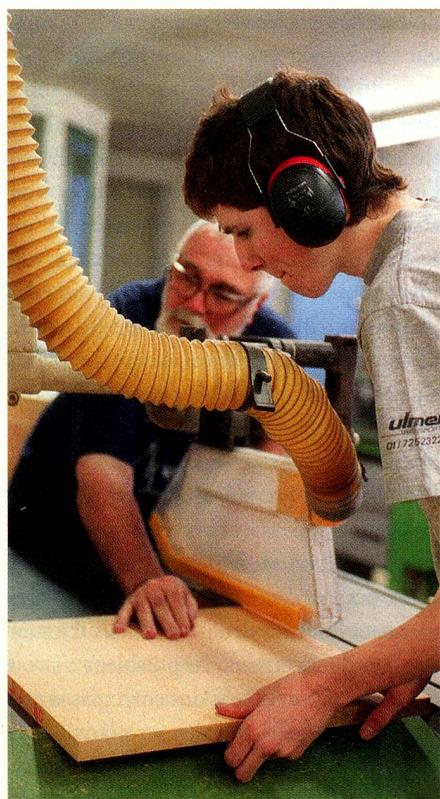
Protestations d'étudiants à Zurich

heures de mathématiques. Et Zurich planche sur un projet pour multiplier les heures d'allemand en dispensant certains élèves de matières jugées secondaires, par exemple le français ...

La cohésion sacrifiée pour l'économie

C'est un paradoxe: à mesure que l'école suisse s'unifie, elle s'éloigne de sa mission de cohésion nationale afin de privilégier un savoir utile et économiquement rentable. Cette tendance avait déjà surgi en 1999, lorsque Zurich avait inversé l'ordre d'apprentissage du français et de l'anglais. Treize cantons germanophones l'avaient suivi. Ainsi, la plupart des petits Alémaniques commencent aujourd'hui l'anglais à 8 ans et le français à 10 ans seulement, alors que les Romands continuent à faire de l'allemand une priorité.

Lentement, les poussières de la guerre scolaire retombent. Au niveau international, la dernière étude PISA a montré une amélioration certaine de la lecture chez les adolescents suisses, qui se retrouvent nettement au-dessus de la moyenne. Quant au plan national, HarmoS a quitté l'arène politique pour devenir lentement une réalité dans les écoles. En Suisse alémanique, l'élaboration du cursus atteint sa phase finale, sous le nom de Lehrplan 21.



Apprenti dans une menuiserie

En Suisse romande, le PER (Plan d'étude romand) est déjà bouclé. Alors qu'au Tessin, il ne s'agit que d'une retouche partielle du programme, sans controverses. Le «chèque scolaire» balayé à Zurich à la votation du 17 juin dernier, c'est l'ultime champ de bataille de l'école qui a été

pacifié. Enfin, l'institution peut revenir à qui de droit: les élèves, plus absorbés par leur algèbre que par les réformes qui se jouent en dessus de leurs têtes.

TASHA RUMLEY est rédactrice au magazine «L'hebdo» de Lausanne

Apprentissage, une formule magique helvétique fragile

La formation duale fait la fierté de la Suisse, en fabriquant à moindres coûts des jeunes professionnels prêts à l'emploi. Victime de son succès, elle devient trop compétitive pour les mauvais élèves.

La Suisse, un pays d'intellectuels bardés de diplômes? Cette image répandue à l'étranger reflète l'inverse de la réalité. Notre pays connaît un des plus bas «taux de maturité», à savoir de jeunes qui peuvent entrer dans une Haute Ecole. Seuls 30 % de Suisses détiennent une maturité (gymnasielle ou professionnelle), contre une moyenne de 60 % dans les pays de l'OCDE... Quel est donc le secret des jeunes Helvètes, qui souffrent par ailleurs d'un chômage minimal par rapport aux voisins? L'apprentissage.

Dix-huit candidatures pour trouver une place

Après l'école, 70 % des Suisses optent pour la formation dite «duale», vu qu'elle combine emploi en entreprise et cours en école. Des dizaines de métiers s'apprennent en trois ou quatre ans. Et si chaque crise économique fait craindre que les PME cessent de former des jeunes, cela ne s'est pas réalisé dernièrement. D'une part, l'entreprise récupère un bénéfice: lors de sa dernière année, l'apprenti fournit les trois quarts de la productivité d'un employé normal, pour un salaire minimal (quelques centaines de francs, selon la branche). D'autre part, les autorités couvrent la formation duale comme un œuf. Plusieurs des cantons ont instauré des primes jusqu'à 5000 francs aux entreprises qui créent des emplois. De plus, un fonds de solidarité qui oblige toutes les firmes à cotiser, redistribué en compensation de l'investissement que représente un collaborateur mué en maître d'apprentissage.

Bien que 70 % des apprentis se déclarent satisfaits de leur formation et qu'ils s'intègrent dans le monde du travail mieux que les diplômés de l'université, la situation n'est pas toute rose. Un manque de places chronique a rendu le marché de l'apprentissage extrêmement compétitif. En moyenne, un adolescent doit déposer 18 candidatures pour trouver un poste. Dès lors en position de force, les employeurs élèvent leurs exigences. Ils sont devenus très soucieux de la filière scolaire d'origine des candidats: la voie la plus faible (non-pré-gymnasielle) s'applique comme un stigmate sur les adolescents qui, après une scolarité déjà difficile, ne parviennent pas à entrer dans le monde professionnel.

Toujours plus âgés

En une génération, le monde de l'apprentissage s'est transfiguré. Dans les années 80, les entreprises engageaient des adolescents de 16 ans, à peine sortis de l'école, sans aucun pré-requis. Il incombaît à l'employeur de les former de A à Z. Aujourd'hui, la moyenne d'âge à l'embauche se situe à 18 ans. Les entreprises veulent des jeunes plus matures, munis d'une expérience professionnelle ou linguistique. En 2011, la lutte pour une place a encore franchi un cap: des grandes entreprises comme Novartis, Roche et Syngenta se sont mises à attribuer des places d'apprentissage à des Allemands et des Français. Des jeunes gens plus âgés, déjà titulaires d'une maturité gymnasiale et donc plus rentables. Dans le même temps, des centaines d'adolescents suisses restaient sur le carreau.

Cet épisode pose des questions sur la nature de la formation duale. S'agit-il d'une démarche pédagogique, qui vise à offrir à chaque jeune citoyen un métier de base, comme le sous-entend la contribution des cantons? Ou les règles du libre marché s'appliquent-elles, permettant aux entreprises de tirer parti de l'apprentissage pour employer des jeunes déjà compétents à moindre coût? Une réponse de la Confédération s'impose.